

## Jeunes, salariés des raffineries, secteur privé et public

# Retraites : la mobilisation s'intensifie



Manifestation du 19 octobre



Manifestation du 16 octobre



N° 587  
DU 23 AU 29 OCTOBRE

1,5€

10, rue de Solférino  
75333 Paris Cedex 07  
Tél. : 01 45 56 77 52 - Fax : 01 47 05 27 70  
hebd@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline  
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platon (77 52) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) et Jean-Michel Sicot • MAQUETTE Stéphanie Zoete (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772  
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 25 200 exemplaires

### L'AGENDA

#### 6 novembre

► Forum des Idées

Sur la thématique de la ville du XXI<sup>e</sup> siècle, à Lille

#### 9 novembre

► Conseil national

Sur le thème de l'Égalité réelle à l'Assemblée nationale, Paris

#### 17 novembre

► Forum des Idées

Sur la thématique de la sécurité, à Créteil

#### 27 novembre

► Forum des Idées

Sur la thématique de la culture, à Reims



## L'info en continu

Jean-Marc Ayrault, 14/10/10

### Remise à plat

« Même si le projet est voté, il faut le remettre à plat. Ce projet est mauvais. Le mouvement s'amplifie. Il y a beaucoup de gens dans les manifestations et le gouvernement a fait le choix - dangereux - d'aller très vite pour faire passer en force au Parlement son texte, en pensant que le mouvement allait s'essouffler. Mais plus le temps a passé, plus la pédagogie des syndicats et des partis politiques de l'opposition a marché. Le gouvernement prend un risque ».

Harlem Désir, 15/10/10

### Mépris

« Ce gouvernement, qui avait déjà montré qu'il méprisait les Français, a une attitude insultante à l'égard de la jeunesse. On ne répond pas aux jeunes à coup de flashball dans l'œil. Il ne faut pas considérer que quand des jeunes, des étudiants, des lycéens s'expriment sur des questions qui les concernent ils sont manipulés. Ils expriment un malaise profond vis-à-vis d'un gouvernement qui se comporte comme un gouvernement anti-jeunes, qui ne cesse de les mépriser, de les traiter de racailles, de traiter leurs quartiers de lieux à passer au Karcher ».

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

# 67 %

c'est le nombre de Français qui approuvent les grèves et les manifestations contre le projet de réforme des retraites du gouvernement, selon le dernier sondage paru au lendemain de la manifestation du 19 octobre. Plus de la moitié des personnes interrogées soutient également les grèves dans les transports. Enfin, 65 % des Français dénoncent la fermeté de Nicolas Sarkozy face aux grèves et aux manifestations. Le soutien populaire ne se dément pas alors que le conflit dure. Plus le gouvernement explique sa réforme, plus les Français sont contre.

## L'ACTU DU SECRÉTARIAT NATIONAL

### Communiqué de Martine Aubry après les déclarations de François Fillon dimanche 17 octobre

« En refusant d'entendre l'immense majorité des Français qui rejettent sa réforme, en refusant de voir la plus forte mobilisation sociale de ces dernières années, par son attitude méprisante et arrogante vis-à-vis des syndicats, le Premier ministre, plus obtus et fermé que jamais, n'a su ce soir qu'opposer une fin de non recevoir aux Français.

Le Parti socialiste demande au Premier ministre de cesser ses mensonges sur la situation du pays et les comparaisons internationales, ses provocations et ses insultes tant vis-à-vis des syndicats que de l'opposition et d'accepter enfin de prendre ses responsabilités pour sortir le pays de la crise où le gouvernement l'a plongé. Qualifier "d'escroquerie" la proposition de l'opposition de faire contribuer les revenus du capital aux retraites dénote de la part du Premier ministre

d'un mépris profond pour la justice sociale et d'une drôle de conception du débat républicain. Et cela confine à la provocation quand, dans le même entretien, il envisage la quasi-suppression en juin 2011 de l'impôt de solidarité sur la fortune.

Le Parti socialiste demande de nouveau au président de la République de suspendre l'examen du texte au Sénat, d'accepter d'ouvrir le dialogue et d'engager une véritable négociation avec les syndicats sur l'avenir des retraites en France.

La seule attitude responsable aujourd'hui c'est le dialogue et non le déni de réalité inquiétant et la morgue dans lesquels s'enferme François Fillon. »

### Secrétariat national aux libertés publiques et à la justice

La Cour de cassation vient de déclarer non conformes aux règles européennes certaines dispositions de la procédure de garde à vue, y compris dans ses régimes

déroatoires. Après les décisions du Conseil constitutionnel et de la Cour européenne des Droits de l'Homme, la garde à vue est une nouvelle fois condamnée. « Comme toujours la Chancellerie ne manquera pas de prétendre que sa réforme permettra de répondre aux exigences européennes. Mais nous n'oublions pas que la même Chancellerie prétendait, il y a quelques mois à peine, que la garde à vue française était bien conforme aux règles européennes » affirme Marie-Pierre de la Gontrie. Le projet de réforme présenté par Michèle Alliot-Marie, en écartant de son champ les régimes déroatoires, en créant une "audition libre" sans droits et sans limitation de durée, en continuant à limiter l'intervention de l'avocat, reste encore très insuffisant au regard des normes européennes.

« Il est grand temps que cette procédure soit revue en profondeur » conclut la Secrétaire nationale.

## MOBILISATION RETRAITES

# L'élan populaire reste fort

Nous étions encore 3,5 millions à manifester samedi 16 et mardi 19 octobre pour demander la remise à plat du projet de réforme des retraites. Aux salariés du privé et du public et aux retraités, se sont ajoutés les jeunes, lycéens et étudiants encadrés par leurs parents. Le débat continue au Sénat. « Le gouvernement a joué la stratégie de l'épuisement » a commenté Jean-Pierre Bel, président du groupe socialiste, puisque les discussions ont été ouvertes du matin au soir, jusqu'à 3h15 encore mercredi matin. Mardi soir, il restait encore 385 amendements à étudier. Les socialistes ont enregistré quelques victoires (lire rubrique parlementaire), « Les Sénateurs, conclut Jean-Pierre Bel présent dans le cortège lors de la manifestation de mardi, sont mobilisés et restent réactifs pour opposer un vrai

débat à la majorité ». Les discussions devaient prendre fin vendredi dans la journée.



# Les socialistes à l'offensive

## Au Sénat

Le débat sur la réforme des retraites se poursuit au Sénat et les élus socialistes font preuve d'une détermination sans faille pour défendre leurs 300 amendements. Ils ont obtenu l'adoption de quelques unes de leurs propositions. Le Sénat a ainsi maintenu en catégorie active les personnels infirmiers et paramédicaux avec droit à la retraite à 55 ans et taux dans décote à 65 ans. Le Sénat a également adopté l'amendement visant à maintenir l'âge de départ en retraite à taux plein à 65 ans pour les personnes handicapées. «*L'adoption de cet amendement démontre que la discussion pied à pied des amendements permet d'obtenir des reculs du gouvernement. Cela montre aussi que contrairement à ce que certains conseillers du Président voudraient faire croire, la discussion sur le projet de loi sur les retraites est loin d'être terminée*», ont commenté Christiane Demontès et Jacky Le Men qui portent le dossier pour le groupe.

## À l'Assemblée nationale

Les députés socialistes ont présenté 3 propositions de loi «*Pour une République décente*» lors de la journée qui leur été réservée. Il s'agit pour eux de démontrer leur attachement à la transparence, à la moralisation et au renouvellement de la vie politique. Ils ont ainsi défendu le non-cumul du mandat parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale, le renforcement des exigences de transparence financière de la vie politique, la proposition de loi permettant à toute personne de faire des dons aux partis de son choix dans une limite de 7500 euros. La troisième proposition de loi des parlementaires socialistes porte sur les conflits d'intérêt. Parallèlement, les députés socialistes ont continué à interroger le gouvernement sur la réforme des retraites.

## Au Parlement européen

Face à l'obsession budgétaire conservatrice réaffirmée d'Angela Merkel et Nicolas

Sarkozy, les socialistes européens réunis en session plénière ont à nouveau plaidé pour une relance de la stratégie économique et sociale européenne fondée sur les principes de solidarité et de durabilité. «*C'est la raison pour laquelle nous sommes favorables à l'introduction immédiate d'une taxe sur les transactions financières qui permettra à l'Union de faire face aux enjeux actuels tout en pénalisant les opérations financières hautement spéculatives et socialement inutiles*», a affirmé Catherine Trautmann, présidente de la délégation socialiste française. Mardi dernier, les députés socialistes ont également demandé à la Commission européenne de proposer une législation qui garantisse un revenu minimum dans l'Union afin de lutter contre la pauvreté. L'Union européenne compte 80 millions de personnes vivant dans la pauvreté.



## LECTURES

# Sur la pile

## François Mitterrand

C'est une photo de vacances, prise à Latche en 1978. Il a l'air doux, détendu. Cette photo résume parfaitement le livre-objet qu'a réalisé Florence Drory sur François Mitterrand. Ce n'est pas une biographie de plus, un livre historique supplémentaire sur l'ancien Président socialiste, c'est une approche personnelle de l'homme. «*On en a fait un personnage de roman, explique Florence Drory qui travailla avec François Mitterrand de 1975 à 1980, on le décrivait comme un sphinx, mon livre le montre autrement*». Pendant près d'un an, elle a fouillé dans les archives, recueilli des témoignages pour réaliser ce livre épaissi par les collages de fac-similés de documents d'époque. Une carte d'étudiant, des photomaton, L'Éphémère,

le journal qu'il avait créé en 1941 au Stalag, des photos avec Mazarine, des notes manuscrites, des témoignages de Shimon Pérès ou Mário Soares, le livre regorge de découvertes. «*C'est une face que la presse n'a jamais étalée, affirme Florence Drory, chacun dans ce livre retrouvera une partie de son histoire car François Mitterrand est à jamais lié à la vie du PS et à la vie des Français*».

## Travail au bord de la crise de nerfs

«*Femme de gauche, ancienne inspectrice du travail, citoyenne, je suis saisie par les bouleversements qui caractérisent le monde du travail depuis vingt ans. Et je ne me satisfais absolument pas de la manière dont il est traité aujourd'hui*», explique Anne Hidalgo en préambule

de son nouveau livre «*Travail au bord de la crise de nerfs*». À travers les témoignages de quinze salariés, qui vivent leur travail comme une douleur, Anne Hidalgo analyse la réalité de ce mal être salarié. «*Je veux prouver que c'est l'organisation qui tue et non pas une fragilité individuelle ou une relation interpersonnelle particulièrement conflictuelle, affirme la Première adjointe au maire de Paris, penser la question du travail, sans tabous, me paraît un exercice utile. Loin des modes ou des références à ce qui pourrait être considéré comme "moderne" ou "ringard"*».

François Mitterrand de Florence Pavaux Drory et Fabien Lecoeuvre - Éditions Ipanema, 96 p., octobre 2010.

Travail au bord de la crise de nerfs d'Anne Hidalgo et Jean-Bernard Senon - Éditions Flammarion, 288 p., octobre 2010.



## L'info en continu

Vincent Peillon, 17/10/10

## Irresponsables

«*Les Français ont très bien compris cette réforme et depuis un moment d'ailleurs. Il faut ouvrir une négociation, c'est un terme qu'on n'entend jamais. La méthode est exécrable et on arrive à une hystérisation. Il faut résoudre les questions présentes dans cette réforme et qui créent une grande insatisfaction. Taxer beaucoup plus les facteurs mobiles et le capital, c'est une vraie révolution mais il faut de temps en temps être moderne. Les jeunes sont évidemment concernés, les irresponsables sont ceux qui ne veulent pas le dialogue, c'est-à-dire le gouvernement et le chef de l'État. Il faut maintenant ouvrir le dialogue. Sérieusement*».

Benoît Hamon, 19/10/10

## Blocage

«*Le mouvement et la mobilisation sociale s'étendent à des professions qui étaient jusqu'ici en retrait et qui ont décidé de monter en puissance. Cette intensification est la conséquence d'une décision : le gouvernement français a décidé de bloquer la France en opposant une fin de non recevoir aux syndicats, à la mobilisation sociale et aux 7 Français sur 10 qui s'opposent au projet de remise en cause de la retraite à 60 ans. Le gouvernement ne gouverne plus, une minorité impose sa loi. Derrière cette apparente fermeté, il y a un pouvoir faible, faible car il n'est plus soutenu par les Français*».



# Retraites : une réforme juste est possible

PS - 10 rue de Solférino 75007 Paris

► Le plan du gouvernement va **frapper les Français modestes et les classes moyennes**. Il fait porter 90% de l'effort sur les seuls salariés. C'est un projet injuste et qui ne règle pas la question du financement.

Face à la mobilisation sociale soutenue par 7 Français sur 10, le gouvernement s'entête à refuser toute négociation.

## ► Pourtant, les solutions existent

le PS propose une **réforme financée du premier au dernier euro** grâce à la mise à contribution des revenus du capital ;  
une réforme juste qui préserve la **liberté de partir à 60 ans** et qui tient compte de la pénibilité des métiers et de l'allongement de la durée de la vie.

Retrouvez le détail de notre projet sur [parti-socialiste.fr/retraites](http://parti-socialiste.fr/retraites)

**À photocopier et à accrocher partout!**